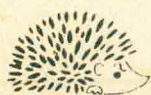


LA LETTRE DU HERISSON

bimensuel n 5 LUNDI 2 JUILLET
1984

S O M M A I R E

"CONDUCTEURS: LEVEZ LE PIED".....	P. 2
EDITORIAL : HALTE AUX BARRAGES DANS LES PARCS NATIONAUX !	P. 3
RESEAU EDUCATION FONCTIONNE-T-IL ?	P. 4,5
CHASSE : COMPTE RENDU DE LA REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL NATIONAL DE LA CHASSE (6 JUIN 1984).....	P. 6,7
SUR LE PRINCIPE DE L'OUVERTURE A LA CHASSE DE LA ZONE CENTRALE DES PARCS NATIONAUX.....	P. 8
EN BREF.....	P. 9
EQUIPEMENT : TERRE ADELIE : LE SECRET RESTE, LES MANCHOTS TREPASSERONT-ILS ?.....	P.10
UNITE TOURISTIQUE NOUVELLE A BEAUNE-LE THYL.....	P. 11
VIE ASSOCIATIVE : LE PARTI SOCIALISTE FACE AUX PROBLEMES DU MONDE ASSOCIATIF.....	P. 12,13
AVIS AUX ASSOCIATIONS.....	P. 14
TOURISME : RAPID'INFOS.....	P. 14
EUROPE : LE PLOMB DANS L'ESSENCE.....	P. 15
LES OISEAUX DANS LES ILES CANARIES, MADERE ET LES ACORES.....	P. 15
QUE SE PASSE-T-IL CHEZ NOS VOISINS ?	P. 15
STAGES.....	P. 16,17,18
DERNIERE MINUTE.....	P. 19



G. E. P. O. P.

Groupe Environnement Protection Ornithologie en Picardie
Musée de Picardie - Rue de la République - 80000 AMIENS

"CONDUCTEURS : LEVEZ LE PIED"

Ne participez pas au massacre des innocents !

Chaque année un nombre important de collisions entre véhicules et animaux sauvages se produit sur le réseau routier français sans que toutefois il soit possible d'évaluer précisément l'ampleur de l'hécatombe. Sont concernés, aussi bien les grands mammifères tels que cerfs ou sangliers que les petits animaux comme chouettes, hérissons ou batraciens. L'AFRPN (*) indique que chaque année, plus de 4.000 batraciens disparaissent sur un seul tronçon des routes d'Alsace.

Le Ministère des Transports estime que plus de 650 cerfs, 1.500 sangliers et 10.000 chevreuils sont tués environ chaque année, en France sur les routes (*).

Mené par le CETE (*), un recensement permettra début 85, de mieux évaluer les enjeux, de localiser les secteurs "noirs", d'envisager des mesures de protection à mettre en oeuvre.

Pour sa part, conscients de ce lourd tribut payé par les animaux, la **Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature** et le **Fonds d'Intervention pour les Rapaces**, avec le soutien financier du Secrétariat d'Etat à l'Environnement viennent d'éditer **une affiche** concernant les dangers que représente la circulation automobile.

Au conducteur de prendre conscience qu'une conduite à vitesse moindre, une bonne maîtrise du freinage, permettent de sauver des milliers de vies animales, tout en concourant aux économies d'énergie et en limitant ses propres dépenses.

Cette affiche, complétée bientôt par un autocollant, est destinée à alerter la population sur ce problème.

Faites-la connaître autour de vous, que ce soit auprès :

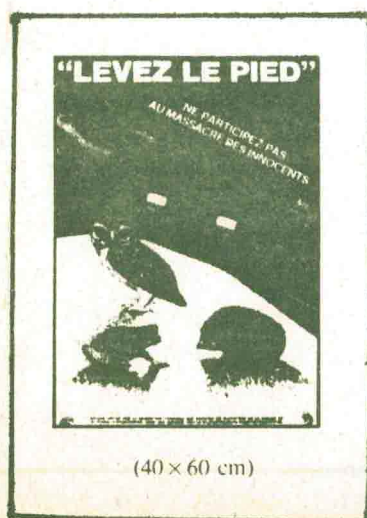
d'autres associations
de mairies
d'auto-écoles
de stations service
aux péages des autoroutes...

ou toutes autres suggestions qui vous viendraient à l'esprit.

On peut se procurer les affiches à la FFSPN au prix public de 20 F l'unité.

Pour des quantités supérieures à 10 exemplaires, et 50 exemplaires, des prix très intéressants sont consentis.

S'adresser au Service Promotion, Véronique DUBLANCHE
57 rue Cuvier 75231 PARIS Cédex 05 Tél : 336.79.95



(*) AFRPN Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature

(*) source AFP - 16 février 1984

(*) CETE Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement (à Nantes)

editorial

HALTE AUX BARRAGES DANS LES PARCS NATIONAUX ! (*)

Nous avons appris avec une vive satisfaction la décision du Premier Ministre d'interrompre la procédure visant à déclarer d'utilité publique la construction des barrages de la Raie et du Clou en Haute-Tarentaise.

Cette décision donne raison à ceux qui, comme nous, lors de l'enquête publique ou en d'autres occasions, ont défendu que la conservation et la gestion du patrimoine naturel était une donnée qu'il convenait d'intégrer réellement dans l'aménagement du territoire.

Nous espérons que, si nouvelle procédure il y a, elle ne donnera pas lieu aux mêmes approximations du pétitionnaire et qu'une réelle étude d'impact sera disponible.

D'un point de vue général, nous sommes obligés de constater que de multiples projets visant des sites de montagne jusqu'ici préservés dans ou au voisinage de nos parcs nationaux, sont une suite logique du surdimensionnement et du manque de souplesse de l'équipement électronucléaire français.

Nous ne pouvons que regretter le manque de clairvoyance des promoteurs de cet équipement qui, non seulement coûte de plus en plus à la nation, mais encore, met en péril son patrimoine naturel.

Nous espérons que cessera cette fuite en avant perpétuelle et que l'obstination de certains ne conduise pas aux mêmes échecs que ceux du programme Concorde, du complexe de Fos, de la sidérurgie lorraine, de l'aménagement et de l'estuaire de la Loire etc...

Jean-Pierre RAFFIN

* Extrait de la lettre adressée le 10/07/84 à Madame Huguette Bouchardeau, Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à la Qualité de la Vie.

réseau éducation

La première réunion du réseau, tenue à Vichy lors de l'AG, fut une réunion de "remue-méninge" destinée à préciser les orientations à suivre. Cette réflexion fut poursuivie les 7 et 8 juillet à St Bonnet de Tronçais.

Il apparaît qu'une démarche pédagogique, pour être efficace, doit reposer sur 3 étapes :

- 1) définition des objectifs à atteindre (point d'arrivée)
- 2) détermination du public ciblé (point de départ)
- 3) puis choix de la pratique pédagogique (chemin pour aller de l'un à l'autre).

Ainsi, il est évident qu'il faut, au préalable, avoir une idée précise du MESSAGE QUE NOUS SOUHAITONS TRANSMETTRE. Différentes réflexions et expériences montrent que l'expression de nos objectifs et/ou l'unanimité à leur sujet ne sont pas forcément assurées, même si elles sont implicites : il est donc apparu utile de les (re)formuler :

Protéger la Nature ? ... oui, mais pourquoi ?
Parce que c'est un ensemble d'éléments interdépendants (notion d'écosystème) ?
Parce qu'il faut assurer sa pérennité ?
Parce qu'un écosystème est un tout en équilibre dynamique (les flux d'énergie) fragile ?

Bien, mais à nouveau, pourquoi ?

Pour que chacun soit à l'aise dans la nature ?
Pour que tout le monde puisse aller dans la nature ?

Ceci implique que la Nature, nécessaire à l'Homme, est pour tous ! Quelle Nature faut-il alors ?

La banalité de ces propositions est flagrante : êtes-vous d'accord sur tous ces points ?

Faites-nous connaître votre avis soit en écrivant au réseau, ou mieux en participant aux réunions (voir programme ci-dessous).

* * *

Ces deux réunions montrent que 3 types de réunions seront nécessaires pour conduire et couvrir l'ensemble du thème confié au réseau :

- REUNIONS PLENIERES consacrées à des sujets concernant tous les groupes de travail ; méthode de travail "remue-méninge", horaires : du samedi midi au dimanche midi... avec détente nocturne !

10-11 Novembre 84 à Sarrebourg (Meuse)
thème :-premier bilan sur l'organisation et le travail des différents groupes (voir liste ci-joint).

-comment créer un événement en écologie ?

19-20 Janvier 85 au Bois-Joubert (Loire Atlantique)
thème à définir les 10-11 Novembre.

16-17 Mars 85 lieu à préciser (probablement en Haute-Loire)
thème à définir les 19-20 Janvier.

- REUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL.

Le programme sera fixé par chaque groupe, et annoncé dans cette lettre.

- REUNIONS PRATIQUES consacrées à des expériences, des thèmes très spécialisés.

22-23 Septembre : Relations avec la presse organisée par A. REILLE dans le cadre des RIENA.
voir explications ci-dessous.

29 Octobre au 2 Novembre : Formation de formateurs (scolaire) organisée par le COA (coût probable 500F).

8 et 9 Décembre : Formation de formateurs (associations) organisée par l'UMINATE.

Courant Octobre : Le jeu, outil pour la pédagogie de l'environnement.
dates et lieux à préciser.

15 places seulement : faites-nous savoir rapidement si vous êtes intéressé(e), ainsi que votre expérience et les raisons de votre intérêt sur ce thème.

A prévoir, une réunion sur les techniques du diaporama à Valenciennes.

Toute proposition de thème, de lieu et de date pour de telles réunions sera bienvenue.

Quant aux groupes de travail, l'ampleur du thème nous a fait craindre un éclatement tel que le résultat n'aurait été qu'une mosaïque de réflexions et d'analyse, sans cohérence et ne représentant que leurs auteurs.

Par ailleurs, l'objectif d'un réseau doit aussi être la rencontre et la collaboration de personnes aussi diversifiées que possible (le bon exemple du réseau Agriculture est à reprendre).

Enfin le découpage pouvant se faire sur 3 paramètres différents (publics, partenaires, pédagogie) se recouvrant partiellement, nous avons opté pour les groupes suivants :

A) Demande, motivation :

Responsable : F.TERRASSON (6 rue Scipion Paris 5ème)
Participants : G. Benest, D. Chopard

B) Education Nationale :

Responsable : M. Christine RIEU
(110 Rue Henri Durant 91360 Epinay s/Orge)
Participants : H. Ribes, B. Daviot, C. Camus, P. Delacroix, R. David, M. Bouchez D. Daske, P. Vauchelet, R. Estève, F. Mosse, C.Souchon.

C) Mouvements de jeunes :

Responsable : J.Luc GODBERT
(UMINATE, 47 rue Arago 31500 Toulouse)
Participants : P. Baufreton, S. Auclair, V. Napolitano, D. Moser, B. Loyer, C. Lapoix, A. Bourgenot, B.Vivier, C. Didon, R. Grass, V. Hugerot, S. Chauchoy, P. Weiss, G. Molénat.

.../...

D) Mouvements de tourisme et de loisirs :

Responsables : L. FEUILLAS
(Espaces et Recherches 15240 Antignac)

Participants : G. Benest, B. Servais, P. Guy,
P. Megnin, S. Auclair, F. Lapoix, B. Vivier,
C. Didon, S. de Redon.

E) Elus, Fonctionnaires municipaux et autres gestionnaires :

Responsable : P. BEAUFRETON
(SEPNB 44 ; 1 Bd G. Doumergue, 44200 Nantes)

Participants : F. Descamps, P. Chaubon, J.P. Simonin, JC Demaure, M. Pardanaud.

F) Médias :

Responsables : P. PELLERIN, J. CARLIER (JNE)

Participants : A. Reille, B. Skoczylas, E. Nicol,
J. Penot.

G) Publicité :

Responsable : G. POIROT
Participants : J.F. Noblet, M. Haney, E. Sérillac, F. Terrasson, G. Benest, M. Laguy,
T. Coste.

H) Marketing

Responsable : S. HILBERT
(18 rue St Luc 29117 Pont de Buis les Quimpere'h)
Participants : T. Coste, D. Gauthé, G. Benest,
C. Louis.

Le découpage présenté dans une précédente Lettre du Hérisson se retrouve dans ces huit groupes (l'avancement du travail verra à ouvrir de nouveaux groupes)

- Prenez contact avec les responsables : ils ont à charge la mise en route du travail ; un premier bilan est prévu à la mi-novembre.
- Une réunion de synthèse générale est prévue, en avril, en Franche-Comté pour les responsables de groupe et les rédacteurs des chapitres correspondants.
- Tous les thèmes qui concernent un aspect technique de la pédagogie (poésie, musique, approche sensorielle...) peut faire l'objet d'une réunion pratique et d'une publication du réseau, annexée au livre de l'AG.

Même ainsi organisée, la réflexion risque de ne pas aboutir à un résultat cohérent et homogène, malgré les réunions plénières, du fait de l'autonomie de chaque groupe de travail. Aussi il paraît nécessaire qu'un fil conducteur guide le travail de chacun : nous proposons donc que chacun réfléchisse sur les trois axes suivants :

- 1) Ecologie Environnement : matière de la pédagogie.
- 2) Ecologie Environnement : outil de la pédagogie
- 3) Ecologie Environnement : état d'esprit dans la pédagogie.

Ces trois axes serviront de plan à chaque chapitre du livre final.

Enfin, il est bien évident que des produits complémentaires du livre seront très bienvenus :

Faites des propositions.

CONFERENCE DE PRESSE DES JOURNALISTES
AUX ASSOCIATIONS.

Réunion pratique du réseau à Royan les
22 et 23 Septembre.
pendant les RIENA.

Certaines associations rencontrent souvent de grandes difficultés à faire passer nos messages dans la presse. A quoi cela est-il dû ? Il nous est difficile de répondre seuls à cette question : en discuter avec les journalistes eux-mêmes est le meilleur moyen d'y répondre.

Aux RIENA, de nombreux journalistes se déplaceront pour couvrir l'évènement : c'est une occasion unique ! Antoine REILLE (A2, LPO, FFSPN,...) nous propose d'en profiter et d'organiser une rencontre.

Le dimanche matin (23.09), nous questionnerons les journalistes et réfléchirons avec eux sur les raisons de ce "blocage"... qui, parfois, est peut-être virtuel. Ceci implique une préparation de cette rencontre : ce sera fait entre nous le samedi après-midi (22.09).

Afin que le coût de cette réunion soit réduit au minimum, plusieurs participants pourront loger chez l'habitant ; à des fins d'organisation, il est important de connaître le nombre des participants : veuillez vous faire connaître le plus vite possible, si vous avez décidé (et non seulement l'intention) d'y participer.

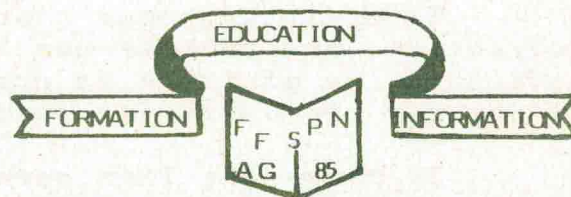
NOM

Prénom

Adresse

Association

S'engage à participer à la réunion
"Conférence de presse des journalistes
aux associations"
les 22-23 Septembre 85.



chasse

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL NATIONAL DE LA CHASSE DU 6 JUIN 1984.

I - Programme d'études et recherches sur la myxomatose

La première tranche de ce programme qui doit s'étendre sur 5 ans a été financée par le F.I.Q.V. La question du financement des tranches suivantes reste posée.

Faut-il poursuivre ce programme et, dans ce cas, le Conseil National accepte-t-il de le prendre en charge ?

. . .

La commission permanente accepte de financer la tranche des travaux pour 1984-1985 sous réserve de réexaminer l'opportunité de poursuivre et de réorienter les recherches en fonction des résultats obtenus à l'issue des tranches successives.

Le financement de la 2ème tranche sera assuré par le prélèvement de 500.000 F sur les réserves du Conseil National de la Chasse. Une décision modificative du budget de l'O.N.C. devra être soumise au Conseil d'administration de l'Office du 27 juin 1984.

II - Ouverture de la chasse au gibier d'eau

Il est d'abord signalé que la consultation des sociétés de protection de la nature par les préfets a entraîné des difficultés dans certains départements .

Le Président rappelle que les sociétés consultées doivent être représentatives et que ces consultations ne doivent pas se traduire par des votes. Par ailleurs les associations à consulter ne devraient pas être choisies parmi celles qui ont pour mobile une opposition de principe à la chasse.

Il envisage, pour l'année prochaine, de préciser dans les directives aux préfets que le gibier d'eau est toujours de la compétence du ministre et que les préfets ne doivent en aucun cas s'engager vis-à-vis des sociétés de protection de la nature.

Il pense que l'on sera peut-être contraint d'institutionnaliser les commissions afin de mieux contrôler la composition qui devra comprendre une majorité de chasseurs.

M. POUGET regrette que dans l'instruction adressée aux préfets il leur ait été conseillé de consulter des sociétés de protection de la nature. Il estime que de telles consultations ne doivent pas avoir lieu pour le gibier d'eau.

° °

°

M. TROLLIET fait ensuite un exposé sur la situation de la reproduction du gibier d'eau.

La date retenue pour la réunion de la commission est trop précoce pour pouvoir se faire une idée exacte des populations de canards à l'ouverture. On a d'ores et déjà constaté un déficit en quantité des nicheurs, mais on ne connaît pas encore les résultats des nichées du mois de mai.

M. de CHANCEL précise que si cette réunion semble précoce c'est parce que les délais réglementaires doivent être respectés pour la publication des arrêtés, le non respect de ces délais étant une cause d'annulation par le Conseil d'Etat.

Il propose à la commission :

- ou de décider d'ores et déjà que les conditions climatiques demandent que l'ouverture de la chasse soit retardée de 8 jours ,

- ou de prendre les arrêtés et, si besoin est, de décider le 28 juin, lors de la réunion du Conseil de retarder l'ouverture et d'envoyer des télex aux préfets.

M. POUGET s'oppose à un retard à l'ouverture. Il estime que les chasseurs sont responsables et qu'ils ne tireront pas sur des oiseaux non-volants. Il rappelle que les oiseaux migrateurs arrivent début juillet sur les côtes françaises et que les départements à oiseaux nicheurs ouvriront beaucoup plus tard.

M. METAIS pense que la date du 14 juillet est contre-indiquée, qu'il y a un retard biologique qui nécessiterait que l'ouverture soit retardée également . Il serait d'accord pour une ouverture sur la zone littorale des départements mais pas sur toute la superficie du département. Il faut également éviter de déranger les autres espèces.

La Commission se prononce en faveur d'une ouverture au 14 juillet pour les départements littoraux qui le souhaitent.

En conclusion, les dates d'ouverture seront arrêtées immédiatement sur les propositions des préfets, sauf ajustements ponctuels par mesure d'harmonisation entre départements voisins.

La situation sera réexaminée lors de la réunion du Conseil du 28 juin et un report des dates d'ouverture pourrait alors être envisagé .

chasse

SUR LE PRINCIPE DE L'OUVERTURE DE LA CHASSE DE LA ZONE CENTRALE DES PARCS NATIONAUX (*)

Remarque préliminaire

Les formules "tirs sélectifs", "tirs d'élimination sur critères", etc... employées pour désigner les prélèvements de chamois à l'intérieur des P.N., ne recouvrent en fait qu'une seule réalité : la chasse. La lecture des rapports annuels de la Société de Chasse de Villar d'Arène ne laisse subsister aucun doute à cet égard.

En préambule

La FRAPNA reconnaît la réussite cynégétique de l'expérience de Villar d'Arène (qui ne relève d'ailleurs pas de sa compétence géographique). Mais cette expérience doit sa réussite d'une part à la surveillance étroite -et lourde sur le plan administratif- exercée par les gardes du P.N. des Ecrins, d'autre part à une exceptionnelle rigueur des dirigeants de la Société en question. Pour intéressante qu'elle soit, cette expérience ne saurait être généralisée, ne serait-ce qu'en raison de sa complication quasi "bureaucratique".

Sur le problème de fond

La FRAPNA remarque :

- 1) qu'aucune raison scientifique ou sanitaire ne justifie actuellement de "réguler" les populations d'Ongulés sauvages, dans les Parcs comme ailleurs.
- 2) que les zones centrales des P.N. sont pratiquement les seules zones importantes du territoire soustraites à la Chasse. Elles fournissent aux biologistes la seule possibilité d'étudier le devenir des vertébrés sauvages, sans prélèvement d'origine humaine. Elles offrent aux touristes la seule possibilité d'observer des animaux relativement peu farouches.
- 3) que les chasseurs de montagne, comme les autres, devront faire la preuve de leur compétence en commençant à gérer rationnellement le cheptel des zones déjà soumises à la chasse.

En conclusion, la FRAPNA s'oppose à toute chasse dans les zones centrales des Parcs Nationaux.

Si des études doivent être poursuivies ou entreprises, sous le contrôle des Comités Scientifiques des P.N., nous demandons qu'elles comparent l'évolution des populations d'ongulés sauvages dans des zones-tests réparties également en zones centrales-sans chasse- et en zones périphériques - avec chasse.

* Motion votée à l'unanimité lors du Conseil d'Administration de la FRAPNA Régionale, le 23 juin 1984 à Aubens.

BATTUES AUX BECS DROITS

Le Fonds d'Intervention pour les Rapaces souhaite constituer un dossier sur le problème de "battues aux becs droits" qui ont lieu dans plusieurs départements au cours du printemps et qui consistent à tirer systématiquement sur les nids de Pies, de Corneilles rencontrés.

Non seulement ces battues sont rarement exécutées en conformité avec les arrêtés permanents, c'est-à-dire sous le contrôle d'un garde etc... mais elles donnent lieu très fréquemment au tir d'espèces protégées ou de leurs nichées (Hibou-moyen-duc, Faucon crécerelle etc...)

Le F.I.R. aimerait savoir avec précision si ces battues sont autorisées dans votre département, et dans quelles conditions elles se déroulent.

Tout argument et fait précis permettant d'obtenir la suppression de ces arrêtés, sont à adresser à :

Jean François TERRASSE
60 rue Sartoris
92250 LA GARENNE COLOMBES

PUBLICATIONS

Z O O S

Un excellent dossier sur les parcs zoologiques a été réalisé par F. De Beaulieu et publié dans

*Oxygène N.6364
On peut l'obtenir à :
Oxygène 1 rue des four-
quers 29110 CONCARNEAU*

P R I X : 12 F

Le prochain numéro sera consacré à l'agriculture

*PRIX DE SOUSCRIPTION :
20 F (16 F par 10 ex.)*

* * *

EN BREF

ASSEMBLEE GENERALE VICHY 84 DANS LA PRESSE.

VICHY, 3 juin (AFP) - "Vous êtes un bon ministre de l'Environnement, un ministre qui accueille, qui sait écouter..." : les protecteurs de la nature ont accueilli "avec plaisir" samedi à Vichy Mme Huguette Bouchardeau venue conclure leur assemblée générale dont le thème était cette année l'agriculture.

L'inquiétude manifestée ces derniers mois à la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) de voir le secrétaire d'Etat se préoccuper davantage de nuisances et de cadre de vie que de ressources et de patrimoine naturel s'est en effet largement dissipée depuis le lancement par le ministère de sa campagne, "les grandes manoeuvres de la nature". Ce "recentrage" environnemental, qui coïncide avec le désir du chef de l'Etat d'édifier "un espace écologique européen", ne pouvait que plaire à la fédération, qui a, entre autres, chaudement félicité Mme Bouchardeau sur son plan de pêche, son plan de protection de l'ours et ses actions internationales contre la déforestation et la pollution automobile.

Mais pour les protecteurs de la nature, le tableau n'est pas "tout rose". Ils ont ainsi exprimé leurs doléances contre la pratique des chasses traditionnelles, les menaces de prospection pétrolière en Camargue, le projet de construction d'une piste d'avions en Terre Adélie et celui d'un barrage dans le parc national de la Vanoise.

* Ce communiqué de F.Parisot (AFP) a été repris dans 7 quotidiens régionaux : Le Soir, L'Indépendant, La Dordogne Libre, La République du Centre, L'Espoir, Midi Libre et Le Courrier de Saône-et-Loire

VICHY - Samedi, les membres de la FFSPN avaient quelque peu malmené le conseiller technique du ministre de l'Agriculture, apparemment surpris et désorienté par leur connaissance scientifique et économique des grands dossiers. La fédération, considérant que l'agriculture à une responsabilité souvent néfaste sur l'environnement (remembrements, pesticides, nitrates...), a demandé, dans une motion adressée à M. Michel Rocard, qu'une commission, qui comprendrait, entre autres, des représentants de la fédération, soit créée pour "définir de nouvelles orientations pour la politique agricole française".

Un autre sujet longuement débattu a été celui des marais de l'ouest. Les projets d'assèchement de ces zones humides en faveur de l'agriculture (350 millions de francs prévus sur dix ans), sont dénoncés par les associations. Des premiers travaux

hydrauliques importants ont cependant été engagés et se poursuivent en Vendée malgré deux décisions de justice. Ni le représentant du ministre de l'Agriculture, ni Mme Bouchardeau n'ont apporté à la fédération de solution devant ce que les écologistes considèrent comme une "violation de la loi".

* * *

TIMBRES DE RAPACES.

4 timbres consacrés à des rapaces du territoire français seront mis en vente à la rentrée par les PTT. Ils représentent le Faucon Pèlerin (4,00F), le Gypaète Barbu (2,50), le Circaète Jean le Blanc (2,00) et l'Epervier (1,80). Le "Fonds d'Intervention pour les Rapaces" (FIR) a été chargé de la vente du premier jour. Cette vente aura lieu les 22 et 23 septembre à la Grande galerie de Zoologie du Muséum National d'Histoire Naturelle. Par ailleurs, la série de 4 enveloppes illustrées (35F) peut être commandée au FIR, B.P.27 - 92250 La Garenne Colombes.

* * *

HARO SUR LE LOMBRIC.

Les écologistes bretons s'inquiètent dans leur région des introductions massives et incontrôlées de "lombrics rouges de Californie" destinés à la production d'engrais agricole. La "Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne" (SEPNB), qui craint une nouvelle affaire de "pollution génétique", rappelle plusieurs exemples d'introductions malheureuses d'espèces animales ou végétales. Elle demande aux Pouvoirs Publics que soit entreprise une étude sur les justifications écologiques et économiques de ces élevages de vers de terre et elle souhaite une amélioration de la réglementation française en matière d'introduction "d'organismes allochtones dans notre environnement".

* * *

ELECTRICITE ET GAZ (E.D.F.)

38125 - 26 septembre 1983 -

M. André Audinot demande à M. le ministre de l'Industrie et de la Recherche le montant de la campagne de publicité lancée par l'E.D.F. sur les différentes chaînes de télévision nationale.

Réponse - Le coût total de la campagne de notoriété qui a été menée par E.D.F. s'est élevé à 20 millions de francs.

(Journal Officiel du 21 Mai 1984 page 2382)

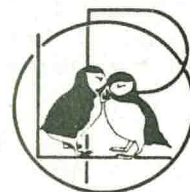
* * *

équipement



F.F.S.P.N.

GREENPEACE



lettre adélie

LE SECRET RESTE

les manchots trépasseront-ils ?

DEPUIS DEUX ANS, LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE TENTENT D'OBTENIR DES INFORMATIONS SUR LE PROJET DE PISTE D'ATTERRISSAGE EN TERRE ADÉLIE.

LA FRANCE PRÉVOIT EN EFFET D'ARASER LES ILES DE L'ARCHIPEL DES PÉTRELS EN ANTARCTIQUE, MENAÇANT 8 ESPÈCES D'OISEAUX RARES ET PROTÉGÉS QUI NICHENT ET SE REPRODUISENT A CET ENDROIT.

L'HIVER DERNIER, UN MILLIER D'OEUFs DE MANCHOTS EMPEREURS ONT ÉTÉ DÉTRUITS ET LES TRAVAUX ONT COMMENCÉ.

DEVANT LES PROTESTATIONS DE LA FFSPN, DE LA LPO ET DE GREENPEACE, LE GOUVERNEMENT A DÉCIDÉ DE NOMMER UNE "COMMISSION DES SAGES" CHARGÉE DE DONNER UN AVIS OBJECTIF.

CE RAPPORT A ÉTÉ REMIS MI-AVRIL AU SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX DOM-TOM.

LE 16 AVRIL 84, LA FFSPN DEMANDAIT OFFICIELLEMENT COMMUNICATION DU RAPPORT. DEPUIS CETTE DATE, GREENPEACE, LA LPO, LA FFSPN ONT DEMANDÉ A DE NOMBREUSES REPRISES LA COMMUNICATION DU DOCUMENT... SANS SUCCÈS.

LES MANCHOTS QUI OCCUPENT AUJOURD'HUI LE SIÈGE DES TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES, VEULENT CONNAÎTRE LES CONCLUSIONS DU COMITÉ DES SAGES POUR SAVOIR S'ILS AURONT LA VIE SAUVE, ET NE DÉCOLLERONT PAS TANT QU'ILS N'AURONT PAS LE TEXTE INTÉGRAL DU RAPPORT DE CE COMITÉ.

CE TRACT A ÉTÉ DIFFUSÉ LORS DE LA MANIFESTATION ORGANISÉE PAR LA FFSPN, GREENPEACE ET LA LPO LE VENDREDI 29 JUIN DEVANT LE SIÈGE DES TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES.

Nos associations alertées par un projet d'Unité Touristique Nouvelle en SAVOIE, sur le territoire de BEAUNE, commune associée à ST MICHEL DE MAURIENNE, se voient, une fois encore, obligées de se déclarer hostiles à des aménagements dommageables pour l'environnement et d'une rentabilité économique douteuse.

Il s'agit de la création d'une station sur un versant exposé au Sud-Ouest, dont les conditions d'enneigement présentent les caractéristiques des faces ensoleillées (adrets) : enneigement irrégulier, fonte précoce au printemps, neige gelée ou mouillée, la pente et la nature des sols en surface et en profondeur sont responsables de glissements nombreux et de coulées, le vent, dans ce secteur est fréquent et de force non négligeable, ajoutant à l'inconfort du froid sur les télésièges, celui d'une neige soufflée, et formant de nombreuses plaques à vent.

Si cette zone a été depuis longtemps un lieu de prédilection pour les randonneurs-skieurs, ce n'est pas le fait du hasard : les conditions climatiques contrastées s'adaptent mal à la pratique du ski tout-confort, tout-poudre et tout-damé que l'on a vendu plus facilement ailleurs.

Il ne faut pas se leurrer : si ce site est encore dénué de tout équipement c'est qu'il présente des inconvénients importants sur le marché de "l'or blanc".

L'alimentation en eau est incertaine pour un projet de cette importance.

De plus, une menace de crues torrentielles comparables au torrent de La Ravoire (Bourg St Maurice) n'est pas à exclure après une forte urbanisation imperméabilisant une grande surface en amont d'un torrent à problème (La Crollas).

Signalons aussi, dans le cadre naturel, que les tetras-lyres seront, une fois de plus, chassés par la destruction irréversible de leur milieu de vie, biotope pourtant indicateur d'une richesse biologique incontestable et signalé comme tel dans l'étude d'environnement.

Mais telle est la LOI du FUTUR :

"la montagne est 1°/ un enjeu économique majeur..." (projet de Loi Montagne : exposé des motifs)...

Alors, il nous faut bien parler d'économie : Tous les coûts paraissent sous-estimés :

En effet, en tenant compte de l'augmentation des prix depuis 1980 (30%) on s'aperçoit rapidement que tous les coûts sont inférieurs à ceux annoncés lors de la première phase en 1980. Si l'on tient compte du fait que le projet 1983 prévoit des réalisations plus performantes ou plus importantes, comment expliquer cette diminution,

si ce n'est par une sous-estimation ?

De plus de nombreux coûts ne sont pas pris en compte : toutes les études à "affiner" (géologiques, hydrologiques, tracés des pistes en fonction des risques naturels, implantations des remontées mécaniques à renforcer, etc...) et plusieurs projets tels que les parkings souterrains, les logements du personnel, le fonctionnement de la station durant les premières années, etc...

On peut également se demander comment la route d'accès entre la Route Nationale et ST MARTIN DE LA PORTE, même modérément élargie et à sens unique, pourra supporter le trafic d'une station de 6000 Lits ? Qui paiera l'entretien et l'élargissement futur qui s'imposera ? Rien ne l'indique dans le projet, et le Comité UTN engagerait une lourde responsabilité vis à vis des populations locales et des contribuables en général, en autorisant une réalisation dont le montage financier est aussi flou.

Par ailleurs, l'urbanisation en continuité avec le village authentique de BEAUNE (380 Lits) n'était pas prévu en première phase et laisse prévoir une réalisation douteuse au plan esthétique.

Enfin l'agriculture de montagne avec ses alpages fonctionnels (BEAUNE) et potentiels, est totalement sacrifiée du fait de "l'interdiction formelle de paturage sur tout le versant concerné" par les captages pour l'approvisionnement en eau de la station (dossier C p.29). Nos députés affirmaient pourtant encore le 6 juin dernier à l'Assemblée Nationale : "sans agriculture, et malgré ses handicaps, il n'y aura pas de montagne vivante".

Pour toutes ces raisons plus une : celle de la nécessité de conserver quelques sites de montagne libres de tout aménagement, nous vous prions de bien vouloir vous opposer à ce projet, tant qu'un plan d'ensemble de développement de la Maurienne, délimitant des zones à aménager et d'autres à protéger, n'aura pas été réalisé dans la plus large concertation.

C'est à l'économie et aux techniques de s'adapter aux exigences de l'environnement et non l'inverse. Le droit à la nature est celui de tous les hommes, et ils éprouvent de plus en plus le besoin de la faire valoir.



vie associative

LE PARTI SOCIALISTE FACE AUX PROBLEMES DU MONDE ASSOCIATIF

AVANT LES ELECTIONS EUROPEENNES, LE PARTI SOCIALISTE AVAIT ORGANISE UN DEJEUNER-DEBAT SUR LES PROBLEMES DU MONDE ASSOCIATIF. LA FFSPN Y ETAIT REPRESENTEE PAR MM. RAFFIN ET LE DUC. VOUS TROUVEREZ CI-DESSOUS LE TEXTE OFFICIEL (LETTRE DU P.S. DU 26 JUIN 84) DE :

I. PARTIE DU DISCOURS DE LIONNEL JOSPIN SUR L'ENVIRONNEMENT.

II. REPONSES AUX QUESTIONS DE LA FFSPN.

LE RAPPORT ENTIER PEUT-ETRE CONSULTE A LA FFSPN

(...)

UNE DIMENSION QUI NOUS PARAÎT IMPORTANTE ET QUE NOUS AURONS L'OCCASION D'ABORDER DE FAÇON SPÉCIFIQUE DANS D'AUTRES CIRCONSTANCES, C'EST CE QUE J'APPELLERAI L'EUROPE DE L'ENVIRONNEMENT. LE RÔLE DES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE, DE SAUVEGARDE, ET DE RESTRUCTURATION DE L'ENVIRONNEMENT DOIT ÊTRE FAVORISÉ EN EUROPE. UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLÈMES CELUI DE LA FORÊT PAR EXEMPLE, QUI ONT DÉJÀ FRAPPÉ DE FAÇON SYMBOLIQUE CERTAINS PAYS, JE PENSE À L'ALLEMAGNE OÙ, TOUCHER À LA FORÊT ALLEMANDE, C'EST ABATTRE COMME UN BÛCHERON SAUVAGE UN MYTHE DE LA CULTURE ALLEMANDE PARMİ LES PLUS PROFONDS, ET NE SERONT RÉSOLUS QUE PAR DES DÉCISIONS COLLECTIVES.

IL EST URGENT QU'UNE POLITIQUE S'ORGANISE CONTRE LES DANGERS QUI MENACENT L'ENVIRONNEMENT. (...)

LA PROTECTION DE LA NATURE

1°) SUR LE FOND, LE PARTI SOCIALISTE, LE MINISTÈRE, LA FFSPN, TOUS SONT D'ACCORD LE SEUL POINT SUR LEQUEL LA FRANCE N'APPLIQUE PAS ENCORE LA "DIRECTIVE OISEAUX" EST LA NON INCLUSION SUR LES LISTES D'OISEAUX PROTÉGÉS DE TROIS OU QUATRE GIBIERS (UN BÉCASSEAU, UN CHEVALIER, LE TOURNEPIERRE ET LE PHALAROPE). LE MINISTÈRE NÉGOCIE AVEC LES CHASSEURS DE GIBIERS D'EAU QUI SONT D'AILLEURS PLUTÔT CORRECTS PAR RAPPORT AUX AUTRES. CE N'EST QU'UNE QUESTION DE TEMPS. LE PARTI SOCIALISTE NE PEUT QU'ÊTRE POUR LE PLEIN RESPECT DE LA DIRECTIVE.

POUR LA TOURTERELLE, C'EST DIFFÉRENT. TOUT LE MONDE EST CONTRE LA CHASSE DE MAI DES TOURTERELLES DU MÉDOC, MAIS CHACUN SAIT QUE L'INTERDICTION DE CETTE CHASSE N'EMPÊCHERA PAS LES 5.000 MORDUS DE GIRONDE DE LA PRATIQUER, ÉLUS EN TÊTE. C'EST UNE QUESTION D'ORDRE PUBLIC. D'AUTRES PAYS EUROPÉENS (ITALIE, GRÈCE) APPLIQUENT OFFICIELLEMENT TOUTE LA DIRECTIVE SANS SOURCILLER, MAIS ELLE EST BAFOUÉE SUR LE TERRAIN. PENDANT PLUSIEURS ANNÉES LA CHASSE À LA TOURTERELLE A ÉTÉ INTERDITE EN MAI (C'EST CREPEAU QUI L'A RÉTABLIE), MAIS ON TIRAIT AUTANT DE CARTOUCHES.

LÀ ENCORE, LA DÉCISION "POLITIQUE" DE PRINCIPE EST PRISE, C'EST L'APPLICATION DE LA DIRECTIVE. LES MODALITÉS PRATIQUES SONT UNE AFFAIRE DE GOUVERNEMENT, PAS DE PARTI.

LA PROTECTION DE LA NATURE (SUITE)

2°) MÊME CHOSE POUR LE FUTUR CONSEIL NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL. IL S'AGIT DE CRÉER PAR REGROUPEMENT DE CONSEILS EXISTANTS UN VASTE CONSEIL NATIONAL DANS LEQUEL TROIS COLLÈGES SERONT DISTINGUÉS : ELUS, USAGERS, FONCTIONNAIRES. LES ASSOCIATIONS DOMINERONT LE COLLÈGE DES USAGERS. CETTE RÉFORME EST LOIN D'AVOIR VU LE JOUR - SI LA FFSPN S'Y OPPOSE VRAIMENT, ELLE SERA ENTERRÉE - ET CE RÉAMÉNAGEMENT INTERNE D'UNE INSTANCE CONSULTATIVE N'EST PAS DU RESSORT DU PARTI SOCIALISTE QUI NE PEUT QUE SE BORNER À RAPPELER QUE LA VIGUEUR GARANTIE PAR LES TEXTES DE LA VIE ASSOCIATIVE EST LE CONTREPOIDS NÉCESSAIRE DE LA DÉCENTRALISATION.

MISE A DISPOSITION

ON PEUT RELEVÉ QUE GRÂCE AUX LOIS DE TITULARISATION, CETTE PRATIQUE QUI S'EFFECTUAIT UN PEU DANS UNE SEMI CLANDESTINITÉ SE POURSUIVRA DÉSORMAIS EN PLEINE CLARTÉ PUISQUE LES MISES À DISPOSITION SERONT SOUMISES POUR CONSULTATION AUX COMITÉS TECHNIQUES PARITAIRES. CELA DIT, LES DEUX GROS SECTEURS OÙ LA M.A.D. EST COURANTE SONT L'ÉDUCATION NATIONALE ET LES MOUVEMENTS SPORTIFS. LES RIGUEURS BUDGÉTAIRES ACTUELLES NE PERMETTENT PAS DE CROIRE SÉRIEUSEMENT PLAUSIBLE UNE AMPUTATION DES EFFECTIFS DÉJÀ TENDUS DES MINISTÈRES QUI GÈRENT L'ENVIRONNEMENT AU PROFIT DU MOUVEMENT ASSOCIATIF. CE N'EST TOUTEFOIS QU'UNE QUESTION DE CONJONCTURE, PAS DE PRINCIPE. AU CONTRAIRE LA 2ÈME LOI DE TITULARISATION À TRAITER DE LA M.A.D. EN VISANT ("NOTAMMENT EN MATIÈRE DE PÊCHE ET DE CHASSE") LA GARDERIE DE LA NATURE QUI, SI LES EFFECTIFS REMONTENT, POURRA UN JOUR RENFORCER LES ASSOCIATIONS DE LA F.F.S.P.N.



FFSPN



FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS
DE PROTECTION DE LA NATURE

CATALOGUE

IL EST ENFIN ARRIVÉ...

... Il faut trouver les moyens de fonctionner, de diffuser les idées et de développer les actions de protection de la nature.

La vente de brochures, de livres, d'affiches, d'autocollants et pourquoi pas du hérisson en peluche qui symbolise la FFSPN, est l'une des ressources de financement possible de nos activités...

J.P. RAFFIN

Président FFSPN

Disponible à la FFSPN 57 Rue Cuvier
75231 PARIS CEDEX 05

Demandez le TARIF SPECIAL ASSOCIATIONS.

important

AVIS AUX ASSOCIATIONS

LA FFSPN VA RÉÉDITER SON "LIVRE VERT" QUI PRÉSENTE TOUTES LES ASSOCIATIONS MEMBRES. UNE CIRCULAIRE ET UN FORMULAIRE ONT ÉTÉ ENVOYÉS DÉBUT JUILLET À TOUTES LES ASSOCIATIONS.

SI VOUS NE LES AVEZ PAS REÇUS, DEMANDEZ-LES À :

F.F.S.P.N.

B.P. 263

LA CORDERIE ROYALE

17305 ROCHEFORT CEDEX

PENSEZ A LES RENVOYER AVANT LE
15 AOUT

DANS UN ENVOI RÉCENT, VOUS AVEZ REÇU UN TRACT PRÉSENTANT LA FFSPN.

VOUS POUVEZ SIGNALER LES ERREURS À LA FFSPN 57 RUE CUVIER 75231 PARIS CEDEX 05 (PAR ÉCRIT UNIQUEMENT).

VOUS POUVEZ OBTENIR D'AUTRES EXEMPLAIRES DU TRACT CONTRE PAIEMENT DES FRAIS DE PORT (OU GRATUITEMENT, SI VOUS PASSEZ À NOS BUREAUX).

LES PAQUETS SONT DE 500.

tourisme

RAPID'INFOS

STAGES NATURE POUR TOURISTES

VOUS ÊTES NOMBREUX À EN FAIRE : VOUS ÊTES NOMBREUX À ESSAYER D'EN "VENDRE". C'EST BIEN, MAIS SOUVENT DIFFICILE. MAIS VOUS ÊTES RARES À PROMOUVOIR CES STAGES COMME UN "PRODUIT TOURISTIQUE" : LA FRAPNA ET LE CORA L'ONT FAIT : LEURS STAGES SONT DIFFUSÉS PAR LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME. UNE EXCELLENTE IDÉE !

REGLEMENTATION DES C.L.S.H.

UN NOUVEL ARRÊTÉ (20.03.84) VIENT D'ÊTRE PUBLIÉ QUI MODIFIE LA RÈGLE DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT. SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉ, DEMANDEZ-EN LE TEXTE AU RÉSEAU TOURISME.

SUITE DE L'A.G. D'AUCH SUR LE TOURISME

5 CHAPITRES DU LIVRE "LOISIRS ET TOURISME DE NATURE" VIENNENT D'ÊTRE TRADUITS EN ALLEMAND : ILS SERONT DIFFUSÉS, AVEC UN TEXTE D'ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉ AU PAYS, EN AUTRICHE ET EN BAVIÈRE : NOS IDÉES ET PROPOSITIONS ONT ÉTÉ TRÈS BIEN REÇUES.

BILAN DES ACTIONS DE L'ANNÉE ECOULÉE :

CELUI-CI A ÉTÉ PRÉSENTÉ À L'A.G. DE VICHY LORS DU RAPPORT MORAL ET VIENT D'ÊTRE DIFFUSÉ DANS LA LETTRE DU HÉRISSEUR SPÉCIAL A.G. SA PRÉSENTATION TRÈS CONCISE PEUT ÊTRE FRUSTRANTE POUR LE LECTEUR, TOUS LES DÉTAILS SOUTRAITÉS SONT DISPONIBLES : IL SUFFIT DE LES DEMANDER À GILLES BENEST FFSPN MAISON DE CHEVREUIL

57 RUE CUVIER
75231 PARIS CEDEX 05

* * *

eu rope

LE PLOMB DANS L'ESSENCE

La Commission Européenne a émis finalement les propositions concernant la suppression du plomb dans l'essence, ainsi que la réduction des gaz d'échappement.

1) Plomb dans l'essence

La Commission propose que :

- à partir de 1986 : l'essence sans plomb puisse être commercialisée.
- à partir de 1989 : l'essence sans plomb doit être commercialisée.
- à partir de 1989 : tous les nouveaux modèles de voitures doivent fonctionner avec l'essence sans plomb.
- à partir de 1988 : le taux du plomb dans l'essence ne doit pas dépasser 0.15 g/l pour les anciennes voitures.
- à partir de 1991 : toutes les nouvelles voitures aient 2 indices d'octane: 92 pour l'ordinaire et 96 pour le super.

Les Etats-Membres sont "invités" à prendre des mesures pour promouvoir l'essence sans plomb : en aucun cas, il ne sera permis que l'essence sans plomb devienne plus chère que l'essence plombée.

2) La pollution par le gaz d'échappement

La Commission propose pour 1995 au plus tard que la pollution automobile dans la Communauté soit au même niveau qu'aux Etats-Unis et au Japon à l'heure actuelle, en particulier en ce qui concerne C.O. HC + NOx et NOx.

A partir de 1989 tous les nouveaux types de voiture et à partir de 1991, toutes les voitures neuves doivent correspondre à ces exigences :

- GO : 45 g
- HC + NOx : 15 g
- NOx : 6 g

Les Etats-Membres ont la liberté d'imposer ces mesures avant les dates mentionnées ci-dessus.

3) Evaluation

La proposition de la Commission pour l'essence sans plomb est satisfaisante.

Il faut donc concentrer tous les efforts pour qu'elle soit prochainement approuvée par le Conseil des Ministres de l'Environnement.

La proposition de la Commission concernant les gaz d'échappement, en particulier NOx, n'est pas satisfaisante.

Le BEE est en train de préparer un commentaire détaillé qui sera publié dans quelques semaines.

LES OISEAUX DANS LES ILES CANARIES,

MADERE ET LES AÇORES.

Le 20 juin 1984, dans une lettre adressée à la Commission Européenne, le Bureau Européen d'Environnement a demandé qu'une attention particulière soit portée aux futurs statuts des îles Canaries, Madère et les Açores, une fois que les négociations d'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté seront terminées avec succès.

La Directive sur la protection des oiseaux de 1979, dans son article 1, ne prend en considération que le territoire européen des Etats Membres.

Depuis qu'il existe sur ces îles un nombre d'espèces endémiques hautement menacées, le BEE demande instamment que ces îles soient intégrées au champ d'application de la directive et que, si nécessaire, une clause soit négociée à cet effet dans le cadre des négociations préliminaires.

* * *

QUE SE PASSE-T-IL CHEZ NOS VOISINS ?

S U I S S E

10.000 Arbres attendent un parrain.

Un arrosoir comme cadeau.

Il y a 3 mois, les sociétés de tram de Bâle-Ville et Bâle-Campagne, inquiètes de l'étendue des ravages des forêts et espaces verts causés par les pluies acides ont lancé l'abonnement "environnement". Pour le prix de 35F par mois il permet de circuler sur tout le réseau de transports publics des deux cantons de la ville sans aucune limitation.

En deux mois, 60.000 abonnements de ce type ont été vendus.

Après ce succès inespéré et compréhensible pour autant : circuler en voiture à Bâle relève souvent de l'exploit, les sociétés de tram lancent une nouvelle action de protection de l'environnement. Elles recherchent pour les 10.000 arbres plantés le long des rues de la ville, des parrains et des marraines qui s'engageraient à les arroser régulièrement.

Depuis le 8 mai, un bus aménagé en bureau d'information, stationne dans les quartiers de la ville. Les candidats au parrainage se voient expliquer le but de leur mission. Un arrosoir (de 6 à 10 litres) leur est offert gratuitement. Leur nouveau filleul leur est présenté. Et prochainement fleuriront sur les troncs, des plaquettes portant le nom du parrain ou de la marraine.

Cette action s'accompagne de la vente au public des parapluies (25 F) et des porte-clés (5 F) au sigle de la campagne avec le slogan "Protéger l'environnement, c'est utiliser le tram, le train, le bus". Le bénéfice de cette vente doit permettre de financer l'achat des arrosoirs.

En incitant chaque Bâlois à prendre la responsabilité du devenir d'un arbre, les promoteurs de cette action veulent parer à la désignation individuelle. Il faut ajouter que le 8 juin dernier, près de 30.000 personnes ont manifesté à Berne pour que des mesures immédiates soient prises pour sauver la forêt. Le parrainage des arbres de la ville, la promotion des transports en commun : Bâle fait figure de pionnière et son exemple est suivi par de nombreuses villes suisses.

* * *

stages

STAGE FFSPN - DUP
SEPANSO - UMINATE

SITES ET PAYSAGES

A D U R A S - LOT ET GARONNE

LES 22 ET 23 SEPTEMBRE 84.

Ce stage s'inscrit dans un ensemble de 3 sessions organisées par la FFSPN et ses associations régionales, en collaboration avec la Direction de l'Urbanisme et des paysages - Ministère de l'Urbanisme et du Logement. Ces sessions portent sur la montagne, avec la FRAPNA-Savoie; le littoral, avec la SEPNB; les sites et paysages avec la SEPANSO et l'UMINATE.

Elles ont pour but de faire le point sur ces thèmes et d'étudier l'évolution des institutions dans le contexte de la décentralisation, ainsi que les possibilités concrètes d'intervention des associations.

Ces stages s'adressent en priorité aux animateurs responsables d'associations membres ou non de la FFSPN. Ils peuvent néanmoins être ouverts à toute personne intéressée (élus, fonctionnaires, techniciens, chercheurs, etc...).

CONTEXTE DU STAGE

L'intérêt de ce stage prend un relief particulier dans la perspective des Assises du paysage, qui se tiendront respectivement en septembre, dans certaines régions, et du 11 au 13 octobre à Aix-les-Bains, pour les Assises nationales. En effet, les associations de la FFSPN vont être conduites à exprimer leur point de vue sur les objectifs et les moyens des politiques menées, et plus globalement sur l'évolution de la situation en France.

OBJECTIFS ET CONTENU

1ère journée :

- Notion de paysage
 - historique
 - principales approches :
 - . formation des paysages
 - . paysage perçu et paysage vécu

- . paysage formel
- . esthétique et paysage /
échelles de valeur socio-culturelles

- Les politiques de protection des paysages :

Genèse, contenu juridique, application et contentieux.

Monuments historiques, sites, secteurs sauvegardés, parcs, périmètres sensibles, Z.P.P.A.U., P.I.G., etc. Règlements, institutions, procédures, financement, acteurs.

- De la protection à la gestion et à la prise en charge du paysage :

Situation actuelle de la "prise en compte" du paysage et état des techniques. Projets, opérations, documents d'aménagement; études préalables, études d'impact.

Exemples divers : remembrement, travaux hydrauliques, lotissements routes, lignes H.T. ; P.O.S.,

schémas d'aménagement. Cartographies. Simulations.

- Protection des paysages et protection de la nature. Rôle des associations. Convergences et conflits sur les choix d'implantation, l'utilisation "esthétique" du paysage, les aménagements "paysagers". Commissions départementales des sites, commissions d'urbanisme et d'architecture, commissions de remembrement et des carrières, procédures diverses (enquêtes publiques, ...).

2ème journée :

Visite et travail sur le terrain.

Intervenants :

Claude Bassin-Carlier, ingénieur écologue ancien chargé de mission du Centre National d'études et de recherches sur le paysage (CNEXP).

Pierre Tridon, inspecteur des sites
DRAE Procence-Côte d'Azur

Christian Garnier, enseignant, chercheur professeur à l'Ecole d'Architecture n°6 (UP6 Paris).

Mlle. Lahès (sous réserve) présidente de la SEPANSO Pays-Basque, membre de la commission départementale des sites.

Alain Arraou, président de la SEPANSO Béarn.

Charles Touzan, administrateur de la FFSPN et d'UMINATE économiste à l'INRA.

M. Milhavet, Union des Associations syndicales de défense contre les eaux des cours d'eau non navigables et non flottables de Haute Garonne.

INFORMATIONS PRATIQUES :

Lieu du stage : Centre de Rencontres et de Formation Château de Monteton
47120 Duras
Tél : 16 (53) 20 26 96

Le stage débutera à 9h le samedi 22 Sept. Rendez-vous à la gare de Marmande où une navette vous conduira au Centre. Indiquez-nous votre heure d'arrivée.
Le stage s'achèvera le 23 Septembre dans l'après-midi.

PRIX : 1) adhérents à une association membre de la FFSPN ou personne déléguée d'une association locale de défense, personnels de l'Etat et des Collectivités locales : 130,00 F

2) Autres personnes : 350,00 F
Inscriptions à faire parvenir à Claudine LOUIS - FFSPN - 57 rue Cuvier
75231 PARIS CEDEX 05

Pour tout renseignement, vous pouvez téléphoner au (1) 336.79.95

Le règlement total du stage doit être joint à la fiche d'inscription.

En cas de désistement, le stage ne sera pas remboursé.

Responsable du stage :

Christian Garnier, secrétaire aux relations extérieures de la FFSPN.

* * *

Un stage sur la décentralisation et la protection de la nature aura lieu les 6 et 7 octobre au Centre International d'Hérouville St Clair (commune voisine de Caen).

Principaux thèmes abordés : décentralisation et/ou déconcentration - les textes réglementaires - urbanisme et décentralisation - Police des eaux et décentralisation. Les rôles du maire, du Conseil municipal, du Conseil Régional, du Commissaire de la République.

Quelle stratégie pour les associations ?

CONTACTS :

CREPAN - 17 Avenue de Tourville
14000 CAEN

Tél : (31) 95.11.89

FFSPN - 57 rue Cuvier
75231 PARIS CEDEX 05

Tél : (1) 336.79.95

*

* *

S T A G E S (S U I T E)

=====

CONNAISSANCE DES CHAUVES SOURIS :

Dans le cadre d'une campagne nationale de réhabilitation des chauves souris qui va se dérouler l'été prochain, la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, FRAPNA Section Isère, organise un stage : "connaissance et protection des chauves-souris" du 1 au 6 septembre 1984 en Corse.

Il s'adresse aussi bien aux débutants qu'aux personnes désirant se perfectionner.

Objectifs :

Identification, biologie, écologie, méthodes d'études.

PRIX : 750 F comprenant hébergement, nourriture, encadrement.

INSCRIPTIONS : FRAPNA ISERE

4 rue Hector Berlioz
38000 GRENOBLE
Tél : (76) 42.64.08

NOMBRE DE PLACES LIMITE A 20.

=====

2-ièmes RENCONTRES NATIONALES

"Ecole et Nature" auront lieu du 27.08 au 01.09 à Maybes sur Meuse (Ardennes).

Le thème retenu :

"Les pratiques dans la découverte des milieux naturels et du milieu bâti".

Ce stage s'adresse tant aux enseignants qu'à tous les partenaires de l'initiation à l'environnement.

PRIX : 500 F ARRHEES : 250 F
Inscriptions : Centre d'Initiation
à la Nature
Boult-aux-Bois
08240 BUZANCY

Tél : (24) 30.08.74

NOMBRE DE PLACES LIMITE A 100.

LE CENTRE DE FORMATION ET DE DOCUMENTATION SUR L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

ORGANISE UNE RÉUNION D'INFORMATION

SUR :

L'ETUDE D'IMPACT

L'ETUDE DES DANGERS

ET L'ENQUETE PUBLIQUE

DANS LE CADRE DE LA LÉGISLATION
DES INSTALLATIONS CLASSEES.

LE 20 SEPTEMBRE 1984

A LA CCI DU LOIRET
23 PLACE DU MARTROI
45000 ORLEANS

FRAIS DE PARTICIPATION : 150 F
(CHÈQUE ÉTABLI À L'ORDRE DE L'APCCI-CFDE)

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

C.F.D.E.

99 Bd MALESHERBES

75008 PARIS

TÉL : 562.21.51



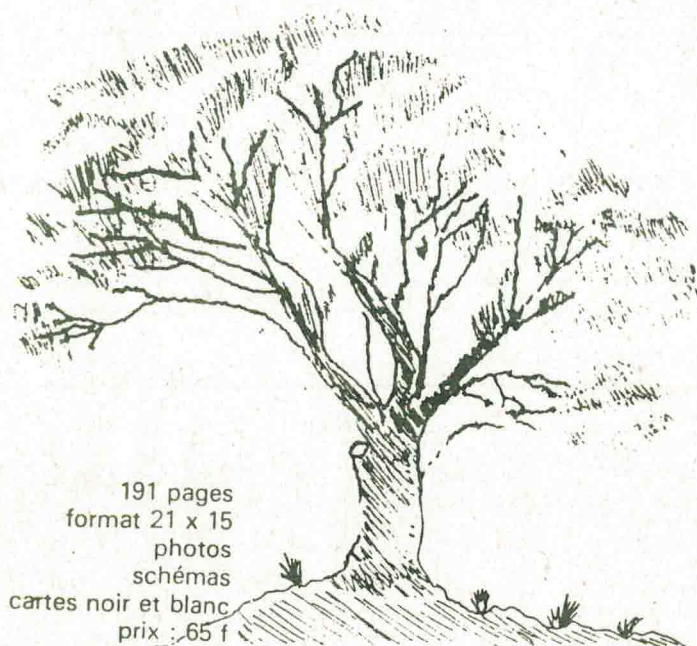
pour une politique forestière écologique

forêts et protection de la nature

pub !

la forêt
est un capital
" pas comme
les autres "

sur lequel pèse
une pression de plus
en plus accrue :
faire pousser mieux,
plus vite,
exploiter davantage.
les protecteurs
de la nature apportent
ici une approche
originale en définissant
les conditions
satisfaisantes
d'un développement
forestier.



191 pages
format 21 x 15
photos
schémas
cartes noir et blanc
prix : 65 f

. dernière . minute . . . de

SAUVEKIPIC HABILLE DORÉNAVANT LES ENFANTS... !

UN T-SHIRT (5 MOTIFS : ELÉPHANT, OURS, POISSON, HÉRISSON
ET HÉRISSON QUADRICHROMIE - TAILLE 10/12 ANS)

EST MAINTENANT DISPONIBLE À LA FFSPN 57 RUE CUVIER
75231 PARIS CÉDEX 05

La lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la Publication : Y. BENASSI

Rédaction : F.F.S.P.N. - 57 rue Cuvier - PARIS Cédex 05 - Tél : (1) 336.79.95

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES - commission paritaire en cours
8 Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

Vente par Abonnement.



